

REPUBLIQUE FRANCAISE**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE****Arrondissement de LANGON****COMMUNAUTE DE COMMUNES****DU SUD GIRONDE**

NOMBRE DE CONSEILLERS	
Exercice :	59
Présents :	34
Pouvoirs :	1
Absents :	25

ANNEXE :**EXTRAIT**

du registre des Délibérations du Conseil de Communauté

SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 16 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le **SEIZE** du mois de **SEPTEMBRE** à **18 h 30**,
Le Conseil de Communauté du Sud Gironde, dûment convoqué par
Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Sud
Gironde, s'est réuni au siège de la CdC à Mazères, sous la présidence
de **Monsieur Philippe PLAGNOL, Président.**

PRESENTS : Philippe PLAGNOL, Président de la Communauté de Communes du Sud Gironde, DUMENIL Jean Claude, LAULAN Didier, COSTENTIN Loïc, AUGÉY Pierre, DARTIALH Jean Louis, DUPRAT Nicole, FAUCHE Chantal, GUILLEM Jérôme, PHARAON Chantale, BELLARD Alain, MARCHAL Jimmy, ARMAND Michel, DEDIEU Vincent, DOUENCE Olivier, CRUSE Marielle, TAUZIN Jean François, PATROUILLEAU Maryse, DELONG Martine, DIENER Pierre, COSSON Vincent, PATANCHON Philippe, COMBRET Josiane, BLANGERO Gilbert, LABAYLE Patrick, DUPIOL Guy, GALISSAIRES Martine, LARTIGAU David, BOUCAU Marie Claude, DAIRE Christian, BALADE Jean François, BAUP Jeanne-Marie, RIBAUVILLE Corinne, EDOUARD Mireille.

ABSENTS EXCUSES : LACOME Michel, LAURANS Bernard, LABOUILLE Marianne, BERNADET Fabrice, LASSALLE Jean Claude, POMMAT Christine, MALLET Jacqueline, BLE David, CANTURY Martine, CHARRON Serge, CHOURBAGI Mohamed, FUMEY Christophe, LAMARQUE Jean Jacques, PUJOL Cédric, CARREYRE Philippe, ESTENAVE Michel, AUROUX Jean Pierre, CHEVILLOT Sophie, DUMARTIN Xavier, RODRIGUEZ Laëtizia, LASSARADE Florence, BALANS Christian, GAZZIERO Lucien, DESCAMPS Michel, LEVEQUE Claire.

POUVOIR : CHROUBAGI Mohamed à Philippe PLAGNOL.

SECRETAIRE DE SEANCE : DUMENIL Jean Claude.

DATE DE LA CONVOCATION DE LA SEANCE : mardi 10 septembre 2019.

OBJET DE LA DELIBERATION : AVIS SUR LE SCOT DU SUD GIRONDE

La Communauté de communes du Sud Gironde est intégrée dans le périmètre du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Sud Gironde.

Pour mémoire cette démarche a débuté en 2013 et le 11 juin 2019 le Comité syndical du Sud Gironde a arrêté le projet du SCOT Sud Gironde qui est soumis à notre avis.

Le SCOT a pour objectif de proposer un projet de développement compatible avec :

- L'équilibre entre espaces urbanisés, espaces agricoles et espaces naturels, grâce à une utilisation économe des sols,
- L'organisation urbaine propre au territoire concerné ainsi que la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat,
- La satisfaction des besoins présents et futurs des résidents en matière d'habitat, d'emploi, d'accès aux équipements et aux moyens de transports,
- L'établissement d'un lien entre l'urbanisation future et le réseau de déplacements collectifs pour maîtriser la circulation automobile,
- La préservation de la qualité des écosystèmes, des milieux et des paysages naturels ou urbains.

En parallèle la Communauté de Communes du Sud Gironde élabore son Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le SCOT (art L 131-4 code de l'urbanisme).

Ce rapport de compatibilité, les objectifs déclinés dans le SCOT et les textes qui concernent l'urbanisme nous obligent à modifier notre regard sur l'aménagement de notre territoire. Tout ceci concourt à créer une véritable boîte à outils pour orienter l'aménagement du territoire et mettre en cohérence ses différents enjeux (habitat, mobilité, activités économiques, environnement...).

Le SCOT et les déclinaisons plus territorialisées (PLU, PLUi) visent à assurer les conditions d'une planification durable du territoire, prenant en compte les besoins de tous les habitants et les ressources du territoire, et conjuguant les dimensions sociales, économiques et environnementales (dont la gestion économe de l'espace).

Si ces réflexions sont absolument nécessaires face au défi du changement climatique, il n'en reste pas moins que ces « nouvelles règles du jeu » viennent troubler les visions traditionnelles sur l'urbanisme. Certaines règles mises en place dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (appelées prescriptions dans notre SCOT) peuvent paraître difficilement applicables, comme les prescriptions P31 sur les feuillus dans les communes du PNRLG ou P67 sur les communes en risque fort ou moyen risque incendie.

La durée d'élaboration, le nombre important de communes qui constitue le périmètre du SCOT Sud Gironde et la difficulté de s'approprier un tel document ont contribué à l'éloignement ou à une certaine désaffection d'une partie des élus. Toutefois dans le cadre de la clause de revoyure qui devrait se faire dans quelques années nous aurons le SCOT actuel comme base solide de discussion avec en appui l'expérience de l'élaboration du PLUi et les premiers retours d'application de ce dernier document.

Au vu de ces éléments, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de donner un avis favorable sur le projet de SCOT du Sud Gironde.

Le Conseil de Communauté, Monsieur le Président entendu, après en avoir délibéré, à la majorité,
REND UN AVIS FAVORABLE sur le projet du SCOT du Sud Gironde.

Votants : 35	Pour : 30	Contre : 4	Abstention : 1	Nul :
--------------	-----------	------------	----------------	-------

Pour extrait certifié conforme,
Signé électroniquement
Philippe PLAGNOL Président



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'An DEUX MILLE DIX-NEUF, le 18 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CONVERGENCE GARONNE dûment convoqué, s'est réuni à CADILLAC sous la présidence de M. Bernard MATEILLE, Président.

Date de convocation : 12 septembre 2019

Présents : Line BARADUC, Jean-Claude BERNARD, Eliane BERRON, Dominique CAVAILLOLS, Didier CAZIMAJOU, Jean-Jacques CHATELIER, Lionel CHOLLON, Jean-Noël CLAMOUR, Dominique CLAVIER, Jean-François DAL'CIN, Jocelyn DORE, Mylène DOREAU, Bernard DREAU, Daniel DUBOURG, Philippe DUBOURG, Laurence DUCOS, Christine FORESTIE, Maryse FORTINON, Jérôme GAUTHIER, Marc GAUTHIER, Hervé GILLE, Michel LATAPY, Corinne LAULAN, Bernard MATEILLE, Guy MORENO, Patricia PEIGNEY, Jean-Marc PELLETANT, Jean-Claude PEREZ, Maguy PEYRONNIN, Sylvie PORTA, Alain QUEYRENS, Pascal RAPET (suppléant), Denis REYNE, Catherine RUDELL (suppléante), Jean-Patrick SOULE, Mathieu TRUFFART.

Absents : Marie-Dolorès ANGULO, Jean-Gilbert BAPSALLE (pouvoir à B. MATEILLE), Jean-Pierre MANCEAU (pouvoir à D. CAVAILLOLS), André MASSIEU, Laurence MEUNIER (pouvoir à J-C. BERNARD), Anne-Marie PENEAU (pouvoir à P. RAPET), Bruno TREINIT (pouvoir J-M. PELLETANT).

Secrétaire de séance : Sylvie PORTA

<u>Membres en exercice</u> :	43	<u>Votes</u>	
<u>Présents</u> :	36	Exprimés :	33
<u>dont suppléants</u> : ...	2	Abstentions :	8
<u>Absents</u> :	7	POUR :	33
<u>pouvoirs</u> :	5	CONTRE :	0

(J-C. BERNARD, L. CHOLLON, J-P. MANCEAU, L. MEUNIER, D. CAVAILLOLS, D. CLAVIER, A-M. PENEAU, P. RAPET)

2019/177

URBANISME – AVIS SUR LE SCOT SUD GIRONDE

Rapporteur : M. A. Queyrens

VU le projet de SCOT Sud Gironde ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

CONSIDERANT la notification et le projet du SCOT Sud Gironde reçu à la Communauté de communes Convergence Garonne le 9 juillet 2019 ;

Contexte

Le projet du SCOT Sud Gironde a été arrêté le 11 juin 2019 par le Comité Syndical. A la suite de cette étape et avant enquête publique, une phase de consultation a été lancée.

En application de l'article L.143-20 du Code de l'Urbanisme, la Communauté de communes Convergence Garonne, en tant que membre du Syndicat Mixte Sud Gironde, porteur du SCOT Sud Gironde, est sollicité pour émettre un avis sur le projet, dans un délai de 3 mois, à compter de la réception de notification de l'arrêt du projet, soit le 9 juillet 2019. Passé ce délai, l'avis sera considéré comme favorable.

Introduction

Le syndicat mixte du SCOT Sud Gironde a engagé par délibérations du 19 octobre 2011 et 7 novembre 2012 l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Gironde.

Le SCOT a engagé sa réflexion avec comme objectif premier de proposer un projet de développement compatible avec :

- L'équilibre entre espaces urbanisés, espaces agricoles et espaces naturels, grâce à une utilisation économe des sols,
- L'organisation urbaine propre au territoire concerné ainsi que la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat,
- La satisfaction des besoins présents et futurs des résidents en matière d'habitat, d'emploi, d'accès aux équipements et aux moyens de transports,
- L'établissement d'un lien entre l'urbanisation future et le réseau de déplacements collectifs pour maîtriser la circulation automobile,
- La préservation de la qualité des écosystèmes, des milieux et des paysages naturels ou urbains.

Avis de la Communauté de communes

La Communauté de communes Convergence Garonne émet un avis favorable sur le projet du SCOT Sud Gironde, arrêté par le Comité Syndical le 11 juin 2019, pour les raisons suivantes :

- Sur la forme, la collectivité se félicite notamment des moyens de concertation à destination des élus mis en place, avec de très nombreux comités de pilotage organisés tout au long de la procédure.

- Sur le fond :

o Le DOO fixe des objectifs et des préconisations à l'échelle des EPCI, ce qui laisse une vraie marge de manœuvre aux Communauté de communes dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme.

o Concernant les droits à construire, la Communauté de communes se félicite de l'instauration d'un bonus Garonne. Cet outil de flexibilité est indispensable pour notre territoire très impacté par l'aléa inondation, notamment les pôles et pôles relais.

Néanmoins, la Communauté de communes souhaite apporter quelques observations :

- La rédaction des prescriptions du SCOT doit porter sur des règles d'urbanisme et d'aménagement du territoire, déclinables à l'échelle des documents de planification. Ce n'est pas le cas de certaines prescriptions (P95 sur la couverture numérique, P80 sur le cadencement de la ligne TER...). Il conviendrait de procéder à une relecture sous cet angle afin d'enlever les prescriptions qui ne relèvent pas de l'action des EPCI.

- La qualité des cartes et schémas présents dans l'ensemble des documents du SCOT est à déplorer. La lisibilité est rendue difficile voire impossible par une qualité médiocre des images.

- Prescription 59 : « un programme d'actions en faveur du renouvellement urbain devra être établi ». Cette règle concerne les collectivités engagées dans un Plan Local de l'Habitat. Il conviendrait de le préciser.

- Prescription 62 et 63 : l'emplacement de ces prescriptions, qui parlent de la protection du petit patrimoine, pose question. En effet, elles sont intercalées entre deux prescriptions qui ne traitent pas de la même thématique. Il conviendrait de les déplacer à un autre endroit du DOO.

- Prescription 64 et 67 : ces deux prescriptions font apparaître des règles différentes quant aux reculs imposés pour les transitions espaces urbains/espaces agricoles. La règle 64 parle de 20m ou 10m sous conditions, alors que la règle 67 parle de 15m.

- Prescription 84 : la collectivité s'inquiète sur la règle imposant aux CDC de finir la commercialisation de leurs zones économiques existantes avant de se lancer dans la création de nouvelles ZAE. En effet, la zone dont il est question pour Convergence Garonne, Coudannes à Landiras, présente des difficultés de commercialisation, malgré une évolution favorable des ventes depuis quelques mois. Nous demandons la suppression de cette condition sine qua non à la réalisation des nouvelles zones économiques prévues au PLUi.

- Prescription 85 : le SCOT demande aux CDC de produire une charte paysagère et architecturale pour les sites à vocation économique existants et à venir. Outre le surcoût non négligeable que cela engendre pour les EPCI, les PLUi dernière génération ont des outils pour assurer une bonne intégration paysagère des futures zones d'activités. Les OAP notamment sont suffisantes pour fixer des règles strictes sur la qualité paysagère attendue pour ces secteurs. Il conviendrait donc de ne pas imposer, sous forme de prescription, la réalisation de cette charte, mais d'en faire une recommandation.

- Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial est présent deux fois dans le DOO.

La discussion

H. Gillé intervenant en tant que Président du Syndicat Mixte du Sud Gironde remercie la Communauté de communes pour le travail approfondi qui a été fourni. Certains éléments pourront toujours être amenés à évoluer sous réserve d'une possible modification du document. Certaines remarques sont recevables. Les erreurs de formes ont été relevées et permettront d'éviter les doublons. La charte paysagère a été très discutée et argumentée au sein des groupes de travail du Syndicat. Derrière ce débat, il était question de la requalification des zones. L'élaboration de ce type de document est lourde et nécessite de mener des négociations parfois complexes. Le partage des enjeux reste très positif.

J-C. Bernard indique que la taille des zones de recul entre les espaces urbains et les espaces agricoles passe du simple au double. Il indique qu'il y a un projet de lotissement à Rions et que les études actuelles portent sur 10 mètres de recul. Il demande si des précisions peuvent lui être communiquées pour que l'étude soit modifiée en conséquence.

A. Queyrens répond que cet écart est fonction du type de barrière. Les prescriptions 64 et 67 devront simplement être harmonisées en fonction du type de barrière. Le DOO retranscrit bien cette distinction.

H. Gillé précise que c'est la qualité de protection qui peut réduire les espaces. Cette précision est importante au vu du contexte actuel. L'intérêt est de pouvoir affiner dans le cadre réglementaire. La position définitive sera soumise à appréciation dans l'enquête d'utilité publique.

G. Moreno est partisan de maintenir la prescription relative à la charte paysagère telle qu'elle est aujourd'hui. Il note des dérives sur la RD10 qui gâchent le paysage. Les OAP ne sont pas suffisantes selon lui pour fixer des règles.

D. Clavier souligne la qualité du document. Il note cependant que les communes rurales ont peu de possibilités de développement. Il n'existe pas d'analyse des conséquences économiques. Ce sentiment est partagé dans d'autres Communautés de communes. Il ne votera pas par principe, même si le document est intéressant. Il est préoccupé par le maillage territorial à moyen terme.

H. Gillé précise que certaines règles supra-SCOT s'imposeront au SCOT. Cela laisse de la souplesse à l'échelle de la Communauté de communes. C'est à travers le PLUi qu'il y aura des dispositions dérogatoires au SCOT sous couvert d'une étude et de la qualité des projets et après validation des services de l'Etat. Ce document crée des passerelles entre les strates des communes (il est possible de transmettre des droits entre communes. Il est possible de transférer lorsque la commune ne dispose plus de droit. Il faut également ajouter qu'il y a un droit de révision avec effets correctifs possibles. Cet équilibre renforce l'approche communautaire et semble judicieux.

D. Clavier ajoute qu'il n'y a pas que la question du transfert des droits à construire mais aussi de la question des économies qui y sont installées.

H. Gillé indique que c'est un sujet sur lequel il souhaite travailler au Sénat : comment appréhender la nouvelle approche des communes de demain.

Ayant entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Après avoir délibéré,

EMET un avis favorable sur le projet arrêté du SCOT Sud Gironde, assorti des demandes de corrections et modifications exposées ci-avant.

Le Président,

-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

-informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**FAIT ET DELIBERE EN SEANCE A LA DATE CI-DESSUS
LE PRESIDENT, BERNARD MATEILLE**



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : Communauté de communes de Podensac, des Coteaux de Garonne et de Lestiac

Utilisateur : Podensac, des Coteaux de Garonne et de Lestiac-sur-Garonne, Communauté d

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Délibérations
Numéro de l'acte:	D2019177
Date de la décision:	2019-09-18 00:00:00+02
Objet:	AVIS SUR LE SCOT SUD GIRONDE
Documents papiers complémentaires:	NON
Classification matières/sous-matières:	2.1.1 - SCOT
Identifiant unique:	033-200069581-20190918-D2019177-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
033-200069581-20190918-D2019177-DE-1-1_0.xml	text/xml	1017
nom de original:		
2019_177_URBANISME_AVIS SUR LE SCOT SUD GIRONDE.pdf	application/pdf	120487
nom de métier:		
99_DE-033-200069581-20190918-D2019177-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	120487
nom de original:		
20_DOO.pdf	application/pdf	6791367
nom de métier:		
99_DE-033-200069581-20190918-D2019177-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	6791367

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	26 septembre 2019 à 10h55min01s	Dépôt initial
En attente de transmission	26 septembre 2019 à 10h55min08s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	26 septembre 2019 à 10h55min12s	Transmis au MI
Acquittement reçu	26 septembre 2019 à 10h55min57s	Reçu par le MI le 2019-09-26

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BAZADAIS

Séance du Conseil Communautaire du 30 septembre 2019

Délibération n° DE_30092019_03

L'an deux mille dix-neuf, le lundi 30 septembre à 20h30, le Conseil Communautaire du Bazadais, dûment convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Lavazan, sous la présidence d'Olivier DUBERNET.

Nombre de membres en exercice	53
Nombre de membres présents	36
Nombre de suffrages exprimés	39

Etaient présents :

Aubiac : Jean-Pierre LANNELUC
 Bazas : Bernard BOSSET, Jean-Bernard BONNAC, Marie-Bernadette DULAU, Hélène FOURNIER, Dominique LAMBERT, Jean-Pierre TECHENE
 Bernos-Baulac : Philippe COURBE
 Birac : Jean-Pierre MANSEAU
 Captieux : Jean-Luc GLEYZE, Christine LUQUEDEY
 Cauvignac : Nicole COUSTET
 Cazats : Valérie GEVAERT
 Cours-les-Bains : Bruno DREUMONT
 Cudos : /
 Escaudes : Bernard TULARS
 Gajac : Bruno DIONIS du SEJOUR
 Gans : Claude LAFFARGUE
 Giscos : Fabienne BARBOT
 Goualade : René CARDOIT
 Grignols : Patrick CHAMINADE, Françoise DUPIOL-TACH
 Labescau : Christian LAFARGUE
 Lados : Jean-Serge LAMBROT
 Lartigue : /
 Lavazan : Jacky LAPORTE
 Lerm-et-Musset : Martine LAGARDERE
 Lignan-de-Bazas : Olivier DUBERNET
 Marimbault : Francis STURMA
 Marions : Adeline PORTET
 Masseilles : Madeleine LAPEYRE
 Le Nizan : Michelle LABROUCHE
 Saint-Côme : Serge MOURLANNE
 Saint-Michel-de-Castelnau : Michel DARROMAN
 Sauviac : Michel AIME
 Sendets : Eric VIGNEAU
 Sigalens : Alain CHAZEAU
 Sillas : Michel DESQUEYROUX

Absents, excusés : Jean-Pierre BAILLE, Danielle BARREYRE, Jean-François BELGODIÈRE, Pascal CHAMINADE, Jean-Claude DAURIAN, Carole DEVELAY, Jean-Claude DUPIOL, Valérie ESQUERRE, Michel FAVRE-BERTIN, Kathya GAILLARD, Philippe LAMOTHE, Jean-Luc LANOELLE, Jacqueline LARTIGUE-RENOUIL, Morgane LE COZE, Isabelle POINTIS, Pascale SEMPROLI

Procurations : Jean-Pierre BAILLE à Patrick CHAMINADE, Philippe LAMOTHE à Bernard TULARS, Pascale SEMPROLI à Philippe COURBE

Secrétaire de séance : Patrick CHAMINADE

Le quorum étant atteint, le Conseil communautaire peut délibérer.

OBJET : RAPPORT N°3 : AVIS SUR LE PROJET DE SCOT SUD-GIRONDE

Rapporteur : Olivier DUBERNET

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Sud Gironde a été arrêté en Comité Syndical du 11 juin 2019. Conformément à l'article L143-20 du code de l'urbanisme, il a été transmis à la Communauté de Communes du Bazadais le 09 juillet 2019, qui dispose de trois mois pour rendre un avis. Passé ce délai, l'avis sera réputé favorable.

Présentation

Le SCoT du Sud Gironde a été prescrit par délibérations du 19 octobre 2011 et 7 novembre 2012.

Le territoire du Sud Gironde est apparu, pour les cinq intercommunalités qui le composent, l'espace le plus pertinent pour l'élaboration d'un projet d'aménagement commun. Pour faire face, les intercommunalités ont décidé de se regrouper au sein du Syndicat Mixte du Sud Gironde qui a pour mission de porter l'élaboration du SCoT et le faire vivre.

Les grands objectifs du SCoT sont de proposer un projet de développement compatible avec :

- L'équilibre entre espaces urbanisés, espaces agricoles et espaces naturels, grâce à une utilisation économe des sols,
- L'organisation urbaine propre au territoire concerné ainsi que la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat,
- La satisfaction des besoins présents et futurs des résidents en matière d'habitat, d'emploi, d'accès aux équipements et aux moyens de transports,
- L'établissement d'un lien entre l'urbanisation future et le réseau de déplacements collectifs pour maîtriser la circulation automobile,
- La préservation de la qualité des écosystèmes, des milieux et des paysages naturels ou urbains.

A travers son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le SCoT du Sud Gironde définit de grandes orientations pour le développement du territoire :

- 19478 habitants supplémentaires d'ici à 2035 ;
- 10750 logements à mettre sur le marché pour accompagner la croissance démographique ;
- Remettre sur le marché 629 logements aujourd'hui vacants,
- Diminuer de plus de 40% la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par l'urbanisation à vocation résidentielle ou économique par rapport aux dix dernières années ;
- Définir un volet programmatique des objectifs s'appuyant sur des typologies de communes et décliné par Communauté de Communes ;

- Inscrire la volonté de mis en œuvre d'une gouvernance agricole pour gérer le territoire sur le long terme.

Trois grands axes de développement ont été validés :

- 1^{er} axe : Un Sud Gironde qui s'appuie sur ses atouts
- 2^{ème} axe : Vers un Sud Gironde structuré, connecté et solidaire
- 3^{ème} axe : Un Sud Gironde qui cultive ses diversités

Les orientations du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT Sud Gironde prolongent les intentions du projet de territoire telles que formulées dans le PADD, par une traduction concrète déclinées par prescriptions. L'écriture de ce DOO s'est déroulée sur une période assez longue allant de décembre 2015 à début 2019.

Le DOO s'appuie sur les spécificités des différentes Communautés de Communes pour apporter des éléments de cadrage qui permettront un accueil résidentiel en compatibilité avec les enjeux territoriaux de chacun et les capacités de chacun à répondre aux besoins des habitants actuels et futurs.

Olivier DUBERNET : « Je remercie Fabienne BARBOT et Michelle LABROUCHE qui ont suivi toutes les réunions du SCOT et je tenais à les remercier toutes les deux. »

Fabienne BARBOT : « La commission aménagement a proposé d'émettre un avis favorable avec quelques remarques. Elle donne lecture des remarques. »

Après analyse du projet, la commission aménagement, réunie le 26/09/2019, propose au conseil communautaire d'émettre un avis favorable sur le projet arrêté du SCoT Sud Gironde, assorti des remarques suivantes :

- Les modalités de collaboration pour la réalisation du projet de SCoT du Sud Gironde ont permis une association régulière des collectivités intéressées par sa définition. La Communauté de Communes du Bazadais a ainsi pu suivre l'avancée des travaux d'écriture à l'occasion des différentes réunions proposées.
- Les cartes et illustrations présentées dans les différents documents du SCoT mériteraient des reports agrandis en annexes pour une meilleure lisibilité.
- L'armature territoriale définie par le SCoT traduit bien les dynamiques observées pour le fonctionnement du territoire Bazadais.
- La planification proposée en termes de production de logements peut être adaptée par la collectivité dans le cadre de l'élaboration de son document d'urbanisme. La **prescription 4** reste facilement applicable seulement pour les communes avec OAP et plus difficile à gérer sur les communes qui n'ont que des objectifs de réinvestissement. Une justification à l'échelle intercommunale devra se faire. L'objectif nécessaire de réinvestissement et sortie de vacance est ambitieux.
- Les objectifs de protection des éléments de patrimoine et motifs naturels sont bien appréhendés dans le projet de SCoT. L'intégration architecturale et paysagère des constructions pourra s'appuyer sur ces références par l'écriture du règlement d'urbanisme. La **prescription 76** devrait indiquer « repérage complet du patrimoine architectural, urbain e paysager ». La prescription 78 pourrait être complétée ainsi : « Toute zone ouverte à urbanisation ou de renouvellement urbain ».
- Les spécificités territoriales sont bien repérées notamment par la distinction faite des communes membres du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.
- Les adaptations possibles par des études complémentaires menées dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanismes locaux permettront l'apport d'indicateurs de suivi des prescriptions du SCoT.

- La **prescription 40** devrait préciser « sauf pour les bâtiments liés à l'industrie » friche artisanale par exemple.
- La **prescription 44**, le terme d'« imposition » devrait être remplacé par « obligation ».
- La **prescription 65** pourrait être intégrée dans la recommandation 50. A défaut, il serait opportun de préciser que la transition entre les bâtiments et les espaces agricoles peut être traitée dans les OAP.
- La **prescription 85** concernant les zones existantes paraît complexe à mettre en œuvre dans les documents d'urbanisme. Une précision pourrait être faite par le choix de l'outil (OAP **ou** règlement **ou** charte).
- Les OAP n'ont pas toutes les mêmes enjeux selon leur situation sur le territoire. Un ajustement de la **prescription 93** pourrait être fait par une différenciation de taille des OAP.
- Dans le DAAC, une erreur s'est glissée dans le tableau concernant le pôle de niveau 3 Grignols qui indique « Captieux ».

Dominique LAMBERT : « Sur la prescription 85 ils parlent des zones à créer ou à renouveler et pas des zones existantes à priori et sur la 93, il n'est pas noté qu'il faille prendre toutes les lignes. C'est un listing plus exhaustif mais il n'est pas marqué que c'est obligatoire. Les cartes mériteraient d'être agrandies. Pour la trame verte et bleue rien n'a été fait. On a bien identifié les réservoirs de biodiversité mais il manque les corridors notamment sur notre secteur. Il y aura peu de choses à reporter du SCOT. Je pensais que l'on avait des réponses en fin de dossier. Faiblesse de contenu. Tout le travail reste à faire. Il faudra avoir quelque chose de plus précis à l'échelle des communes. »

Jean-Luc GLEYZE : « Diminuer de plus de 40 % la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par l'urbanisation à vocation résidentielle ou économique par rapport aux dix dernières années ; je m'interrogeais sur le fait que le SRADDET prévoyait 50 % et le fait que l'on en parle aujourd'hui au niveau national est l'équivalent de 1 pour 1. Je m'interroge sur la synchronisation entre cet avis et ce qui peut nous être imposé par ailleurs. »

Olivier DUBERNET : « Le SRADDET dit 50 %, mais avec 40 % on est déjà vertueux. Ce qui apparemment se peaufine c'est qu'il n'y aura pas de rectification à ce niveau-là. »

Jean-Luc GLEYZE : « Je voulais exprimer ma position personnelle et citoyenne, je ne mets pas en cause le travail élaboré au niveau du SCOT, qui est un travail de qualité de fond qui a été réalisé même si parfois la taille des cartes est insuffisante c'est valable aussi pour notre PLUi. Je ne mets pas en cause non plus l'avis tel qu'il est émis au titre de la Communauté de Communes, le travail qui a été réalisé par la commission, par contre je continue à penser qu'au-delà de la nécessaire précaution à prendre sur le territoire en terme de protection je pense que les règles qui nous sont imposées dans le cadre national sont souvent des règles très urbaines liées à des lieux avec un étalement urbain proche et important qui ne correspondent pas me semble-t-il à des secteurs ruraux comme le nôtre. Je continue à avoir du mal mais c'est une réaction de gaulois réfractaire à l'égard des règles d'urbanisme en général, à considérer qu'on simplifie quelque part nos secteurs ruraux par des règles urbaines qui s'imposent à nous et qui sont en plus interprétées de façon très rigoriste par les bureaux d'étude. Pour ce soir je m'abstiendrai concernant cette délibération et encore une fois cela ne remet pas en cause ni le travail de la commission ni le travail du SCOT qui sont effectués de façon remarquable dans le cadre qui leur est imposé. »

Francis STURMA : « Je soutiens la position de Jean-Luc GLEYZE. Pour moi c'est la mort des petites communes, des zones rurales. Moi je ne m'abstiendrai pas, je voterai contre. »

Appelé à délibérer, le conseil communautaire décide à la majorité :

⇒ **D'EMETTRE** un avis sur le projet arrêté de SCoT du Sud-Gironde assorti des remarques ci-dessus détaillées.

Votent contre : Francis STURMA, Bruno DREUMONT

S'abstiennent : Bernard BOSSET, Patrick CHAMINADE, Patrick CHAMINADE porteur de la procuration de Jean-Pierre BAILLE, Nicole COUSTET, Michel DARROMAN, Michel DESQUEYROUX, Jean-Luc GLEYZE, Christian LAFARGUE, Jean-Serge LAMBROT, Madeleine LAPEYRE, Christine LUQUEDEY, Jean-Pierre TECHENE

Résultat du vote :

Votants : **39**
Abstentions : **12**
Pour : **25**
Contre : **2**

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Fait à Grignols, le 1^{er} Octobre 2019.

Le Président
Olivier DUBERNET
Signé électroniquement